

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Sewell, John W. & Mathieson, John A., *The Ties that Bind : U.S. Interests and Third World Development*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « Development paper 32 », 1982, 66 p.

par Jean-L. Marcoux

Études internationales, vol. 15, n° 3, 1984, p. 669-670.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701734ar>

DOI: 10.7202/701734ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Rédigé par un écrivain politique spécialiste des problèmes du Tiers-Monde et par un historien spécialiste du monde contemporain, l'atlas comprend plusieurs sections représentant chacune un aspect différent des grandes questions stratégiques.

L'atlas – dont une partie se veut historique – est conçu de façon originale et tente de donner différentes visions du monde. On y donne une place considérable aux océans qui sont considérés comme « une masse majeure de la planète ». Très centré sur un monde bipolaire, il comprend une section militaire axée sur les questions nucléaires contemporaines. Il tient compte des données humaines, matérielles et culturelles qui composent un rapport de forces global et une grande partie est réservée aux perceptions de la sécurité par les différentes puissances, qu'elles soient grandes, moyennes ou régionales. La section sur les géopoliticiens est brève mais demeure assez complète. D'ailleurs les cartes qui l'illustrent sont bien à propos et la présentation de la géopolitique des deux Guerres mondiales (spécialement la Seconde) et de leurs conséquences est bien faite. L'ensemble des tableaux, cartes et illustrations est assez diversifié pour rejoindre les objectifs des auteurs, cependant, dans un tel type de volume, l'erratum devrait se trouver au début plutôt qu'à la toute dernière page.

À noter : la présence d'un tableau sur la chronologie des armements majeurs qui « image » bien les grandes lignes de la course aux armements entre 1945 et 1982. Aussi, le tableau sur l'état statistique du monde qui dessine le profil de chaque État.

Jean LABRIE

Département de science politique
Université Laval

SEWELL John W. & MATHIESON John A., *The Ties that Bind: U.S. Interests and Third World Development*. Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « Development paper 32 », 1982, 66p.

C'est en partie dû à l'isolement historique des États-Unis et à l'étroitesse de leurs liens avec les autres pays industrialisés que l'importance des échanges avec les pays en développement (PED), ainsi que l'impact de ces échanges sur leurs intérêts, continuent à être largement sous-estimés par la population américaine. Selon les auteurs, les PED jouent un rôle croissant dans la stabilité économique internationale en général, et dans l'économie américaine en particulier. En cette période dominée par les relations Est-Ouest, les PED demeurent fortement impliqués dans un grand nombre d'intérêts stratégiques et économiques des États-Unis.

Du point de vue commercial, le tiers monde dans son ensemble représente leur plus grand marché de biens et de services : 38% de leurs exportations en 1980, soit davantage que vers la CEE, l'Europe de l'Est, l'URSS et la Chine ensemble. Malgré un déficit de la balance commerciale à leur égard, les États-Unis leur vendent des produits manufacturés à coefficient de capital relativement élevé, tandis qu'ils leur achètent des matières premières et des produits à haut coefficient de main-d'oeuvre. Dans le secteur manufacturier, les exportations vers les PED équivalent à un emploi sur vingt et, de plus, les importations en provenance du tiers monde sont concentrées dans des secteurs mous.

Les États-Unis dépendent des PED pour certaines matières premières : en 1978, ces importations représentaient 93% de la consommation d'étain, 88% pour le colombium, 56% pour l'aluminium et 35% pour le manganèse. Ils sont aussi responsables d'environ 2/5 des marchés d'exportations du secteur agricole. En 1980, 25% des investissements directs à l'étranger des États-Unis étaient dans des PED, investissements qui ont augmenté de 29% en moyenne par année pendant la période de 1970 à 1979, par rapport à 16% pour les

autres pays industrialisés. De plus, toujours en 1980, ils étaient à l'origine d'environ 32% des investissements directs étrangers aux États-Unis.

Enfin, pour ce qui est de l'assistance publique au développement, malgré que les bénéficiaires directs des programmes d'aide soient assurés par le fait que les $\frac{3}{4}$ du budget de l'Agence de développement international soient dépensés aux États-Unis pour l'achat de biens d'équipement et de services, ces derniers venaient en 1980 au 13^e rang des pays de l'OCDE en pourcentage du PNB, soit 0.27%, contre 0.99% pour les Pays-Bas.

Les auteurs expliquent cette attitude par le fonctionnement du processus politique en matière d'aide au développement: absence de structure centrale de prise de décision et d'application des politiques d'aide, dispersion des responsabilités, rôle du Congrès, influence des groupes d'intérêts, influence de groupes ethniques, etc.

Même si la population appuie les programmes humanitaires, elle comprend mal l'interdépendance économique entre leur pays et ceux du tiers monde. C'est que les intérêts sont multiples, complexes et souvent en conflit les uns avec les autres. Les auteurs réclament donc l'élaboration d'une véritable politique d'aide au développement qui prendrait en considération les vrais intérêts à long terme et établirait un équilibre entre les besoins de développement du tiers monde et leurs besoins de sécurité.

Jean-L. MARCOUX

Département de science politique
Université Laval

VERBIČ, Nada (Ed.) *Bibliography on Economic Cooperation Among Developing Countries, 1981-1982: With Annotations.* Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « *The RCCDC Series on South-South Cooperation* », 1984, 308p.

Le Centre de recherche sur la coopération avec les pays en développement (RCCDC) de Ljubljana, en Yougoslavie, présente le troisième volet d'une bibliographie sur la coopération économique et l'intégration régionale entre les pays en développement. Les deux ouvrages précédents couvraient les périodes 1970-1978 et 1979-1980. Contrairement à la bibliographie, essentiellement américaine, de Burns et Leitenberg sur l'Indochine, celle-ci fut compilée à partir du dépouillement de périodiques de pays et de langues différentes (283 périodiques en neuf langues) et comprend également des livres, documents officiels et rapports d'origines diverses. Les titres répertoriés – il y en a 2,000 – sont regroupés sous huit rubriques: le NOEI et la coopération entre les pays en développement, le concept de l'autosuffisance collective des pays en développement, leurs entreprises multinationales, la théorie de l'intégration économique, le mouvement des non-alignés, la coopération régionale et la coopération économique entre les pays en développement et les processus d'intégration économique en Amérique latine, en Afrique, en Asie et dans le monde arabe. Une liste des sources bibliographiques, documentaires et statistiques, un index des auteurs et une liste des périodiques complètent cette bibliographie que le Centre de Ljubljana continue de mettre à jour, poursuivant ainsi un travail précieux.

H.G.

WIKTOR, Christian L. *Canadian Bibliography of International Law.* Toronto, University of Toronto Press, 1984, 791p.

Comme il en existe pour d'autres pays, tels la France, l'Allemagne de l'Ouest et l'URSS, le Canada dispose désormais de la liste des écrits de ses ressortissants dans le domaine du droit international. Préparée avec soin par M. Christian Wiktor, de l'Université